

ÉDUCATION CONVENABLE

Mme Général n'avait pas d'opinion. Sa méthode pour former l'esprit d'une élève consistait à empêcher cette élève de se former des opinions. Elle avait un tas de petits rails intellectuels sur lesquels elle lançait ses petits trains chargés des opinions d'autrui, lesquels ne se rattrapaient jamais et n'arrivaient jamais à une station quelconque. Malgré son sentiment excessif des convenances, Mme Général elle-même ne pouvait nier qu'il existe dans ce bas monde des choses et des idées inconvenantes; mais Mme Général trouvait moyen de s'en débarrasser en les mettant de côté et ayant l'air de n'y pas croire. Un autre des procédés qu'elle avait inventés pour former l'esprit, consistait à serrer toutes les difficultés au fond d'une armoire, afin de pouvoir mieux se faire l'illusion qu'elles n'existaient pas. C'était certainement la manière la plus commode de se tirer d'affaire, et, dans tous les cas, la plus convenable.

Il ne fallait pas parler à Mme Général de choses désagréables. Les accidents, la misère, les crimes étaient des sujets de conversation qu'on ne devait pas aborder en sa présence. Toute passion n'avait rien de mieux à faire que d'aller se coucher à l'approche de Mme Général, et le sang à se transformer en eau sucrée. Ces déductions faites, Mme Général se chargeait d'étendre sur le reste une couche de vernis. Fidèle à son système, elle trempait le plus petit pinceau qu'on ait jamais vu dans le plus grand pot possible pour vernir à grand lavage la surface de tout ce qu'elle montrait à ses élèves. Plus l'objet était fêlé, plus Mme Général mettait d'épaisseur dans les couches de vernis qu'elle y étendait.

CHARLES DICKENS.

(La Petite Dorrit, l. II, ch. II.)

BIBLIOGRAPHIE

Le Trade-Unionisme en Angleterre, par Paul de Rousiers, avec la collaboration de MM. de Carbonnel, Festy, Fleury et Wilhelm; 1 volume de la Bibliothèque du Musée social, 4 francs, chez A. Colin, 5, rue de Mézières.

C'est, ainsi que l'indique le titre, une enquête faite par le Musée Social, — cette institution du comte de Chambrun — sur le fonctionnement des Trade's Unions d'Angleterre. Autant que nous pouvons en juger, cette enquête a été faite avec une très grande impartialité; tout ce que les enquêteurs ont recueilli, ils nous le donnent tel quel dans leurs rapports. C'est une mine riche en arguments pour démontrer que les Trade's Unions sont une barrière habile à opposer aux réclamations ouvrières.

Les auteurs, eux, nous présentent le système des « Unions » anglaises comme la meilleure sauvegarde de l'indépendance, du bien-être et de la dignité de l'ouvrier. Ils y ont vu cela, et cela est vrai, en partie, pour les adhérents des « Unions ». Mais ce que les enquêteurs oublient de remarquer, c'est que ce résultat n'a été possible à obtenir que parce que les dites « Unions » ont formé une classe privi-

légiée parmi la classe ouvrière, en fermant leurs rangs à des moins fortunés.

Il faut lire ce relevé des grèves évitées, des accords intervenus entre « unions » de patrons et « unions » d'ouvriers pour comprendre quelle belle machine à endormir les exploités cela fait.

Il y a des « unions » riches à millions, mais, « avant de risquer ses réserves, elle pèse les chances de succès et se demande si le résultat à obtenir vaut la dépense. En somme, le trésor amassé en vue de la guerre est une garantie de modération » (pages 41-42).

Et on a vu le conseil central refusant d'appuyer, dans leurs revendications, des branches adhérentes, les laissant succomber dans des grèves qu'il désapprouvait (page 237).

Même mieux, on a vu un secrétaire général forcer des travailleurs, qui avaient profité d'une presse du travail pour demander une augmentation de tarif, à rendre aux patrons l'augmentation obtenue (page 247), sous prétexte qu'un accord antérieur entre patrons et ouvriers fixait le salaire à un taux qu'il n'était pas loisible aux ouvriers de faire augmenter. On voit que si l'« union » fait respecter les droits des travailleurs, elle reconnaît en somme le droit des patrons à les exploiter.

Les « Unions » ont apporté à leurs adhérents un bien-être relatif, cela est évident; mais ce n'est qu'en créant au sein des travailleurs une petite bourgeoisie qui devenait, à l'égard des travailleurs moins favorisés, aussi réactionnaire et plus intolérante encore que les patrons eux-mêmes.

Ainsi, dans les constructions navales, il y a les *shipbuilders*, qui comprennent quatre corps de métiers faisant tous partie de la même « Union », mais un cinquième, les *helpers*, que l'on peut considérer comme correspondant aux « hommes de peine » de nos ateliers, ont dû former une « Union » spéciale, n'étant pas acceptés par leurs aristocratiques camarades de peine, sous prétexte qu'ils ne sont que des *unskilled*, c'est-à-dire n'ayant pas besoin de passer par l'apprentissage.

« Les relations de cette « Union » avec celle des *shipbuilders* sont extrêmement curieuses, ce sont celles d'« Unions » à patrons. Nous le faisons sentir tout à l'heure. Quand les *helpers* demandent une augmentation, c'est à la société des *shipbuilders* qu'ils s'adressent, et c'est contre elle aussi que les grèves sont dirigées. Aussi, entre ces deux « Unions », les rapports sont-ils fort mauvais. Suivant les *helpers*, les *shipbuilders* sont des maîtres exigeants et difficiles, et la grève est le seul moyen d'obtenir d'eux quelques concessions. On y a fréquemment recours. En 1892, les *shipbuilders*, ayant subi une réduction, prétendirent à leur tour en imposer une aux *helpers*. Ceux-ci soutinrent une grève de plusieurs semaines, qui coûta à leur société £ 2.240 (56.000 francs), qu'ils perdirent, du reste. »

Et plus loin :

« Leur désir serait d'être directement embauchés et payés par les patrons, sans l'intermédiaire d'un sous-contracteur. » (Pages 242-243.)

Dans d'autres endroits de l'Angleterre, ils sont les salariés du patron, mais :

« Les rapports n'en sont cependant pas meilleurs entre les deux métiers. Les *helpers* qui, sur la côte nord-est, sont entrés dans les Unions de *labourers*, en grande partie composées de *dockers* (1), sont souvent en grève. Ils ont toujours en face d'eux, comme alliés des patrons, les *shipbuilders*, pour lesquels une

(1) Ouvriers des docks.

après 1896

grève de leurs aides est une cause de suspension de travail. En 1892, à Sunderland, un conflit s'éleva entre les *helpers* et leurs patrons : ceux-ci firent venir, pour prendre la place des grévistes, des ouvriers agricoles des cantons de l'ouest de l'Angleterre. Les *shipbuilders*, le jour de l'arrivée de ces *blacklegs* (1), firent l'office de constables, pour les protéger durant le trajet de la gare aux chantiers contre les violences des *helpers*. » (Pages 243-244.)

Mais c'est tout le livre qu'il faudrait citer; il faut lire, page 252, comment une autre branche de la même industrie fit, dans une grève, cause commune avec les *shipbuilders*, quittant le travail avec eux, alimentant la caisse de secours de leurs deniers, et repoussés de la fédération comme les *helpers*.

Page 245, voir comment l'Union, devenue assez puissante, empêche la formation d'autres Unions, forçant à quitter le métier les ouvriers qu'elle a exclus de son sein.

Ailleurs les Unions placent leurs capitaux chez les patrons, comme la maison Armstrong, devenant ainsi intéressées à la bonne marche de l'exploitation.

Mais si les Unions font des privilégiés de leurs adhérents, que dire de leurs fonctionnaires? Ici encore, le livre des membres du *Musée Social* est instructif. Quelques-uns, payés sur le pied de 3 à 6.000 francs par an, sont de véritables bourgeois, marchant de pair avec les industriels les plus cossus, dînant à leur table, traitant, entre la poire et le fromage, des intérêts de leurs mandants. Et alors l'intérêt individuel vient ici contre-balancer l'intérêt général. Ils s'opposent, usant de leur influence, aux transformations qui seraient, pour eux, une diminution de situation (pages 261 et 309).

Quant à l'effet moralisateur de cette façon d'envisager les choses, des fonctionnaires de ces puissantes organisations nous le donnent eux-mêmes :

« C'est au moment de la grande grève des docks, en 1889, me dit-il (c'est le secrétaire d'une des Unions agricoles), que j'ai commencé à m'intéresser sérieusement au mouvement trade-unioniste; je m'y suis lancé à corps perdu et j'étais très persuadé que nous touchions à une transformation radicale de la société; qu'il ne se passerait pas deux ans avant que nous assistions à un bouleversement (*wonderful change*) dans le monde du travail. J'en ai bien rabattu depuis, et je songe maintenant aux réformes de détail au lieu de poursuivre le *millenium*. » (Pages 122-123.)

D'un autre côté, en acceptant de discuter, avec leurs patrons, sur le pied d'égalité, les intérêts qui les divisent, c'est reconnaître à ceux-ci la légitimité de leur situation, prendre des engagements avec eux, c'est faire abandon de réclamations ultérieures; c'est ce que font ressortir les auteurs du livre, et si les travailleurs s'assurent contre une baisse de salaire trop brusque, les patrons, eux, se mettent à l'abri des réclamations plus fortes (pages 194, 238, 341). — Terminons cependant par cette citation :

« C'est ainsi que la situation des deux parties ayant été fixée d'un commun accord, il devient difficile aux ouvriers, à l'avenir, de protester contre

un état de choses qu'ils ont contribué à établir. » (Page 328.)

••

Pour les membres du *Musée Social*, la société actuelle fonctionne mal, cela est évident, ils le reconnaissent, mais sa distribution entre possédants et non-possédants, entre gouvernants et gouvernés est au-dessus de toute contestation. Ce qui est nuisible, c'est cet antagonisme qui existe entre les différentes classes; ce qui est préjudiciable à tous, c'est de vivre en ennemis, sur le pied de guerre à l'égard les uns des autres. L'idéal serait d'arriver à amener les patrons et les ouvriers à discuter et à trancher à l'amiable leurs différends; atténuer les frottements, se faire des concessions mutuelles serait le comble du progrès : voilà pourquoi ils sont enthousiastes de l'œuvre unioniste et pourquoi ils désireraient voir les travailleurs français s'organiser comme leurs camarades anglais.

Or, ce que doivent vouloir les travailleurs, ce qu'ils doivent exiger de leurs exploiters, ce n'est pas une simple amélioration de situation. Il est injuste qu'un homme, parce qu'il est favorisé par l'ordre social actuel, puisse prélever un bénéfice sur le travail des autres; il est inique qu'un système d'organisation, quel qu'il soit, réserve toutes ses jouissances aux uns et laisse les autres dans une servitude qui les empêche de jouir de toutes les ressources de l'existence.

Tous ont droit à la satisfaction intégrale de tous leurs besoins; tous ont droit à la possibilité de développer complètement toute leur individualité. Or, le système de propriété individuelle est un obstacle constant à la réalisation de cet idéal. Tant que les uns seront maîtres de l'outillage, ils auront la possibilité d'empêcher ceux qui ne possèdent rien de s'émanciper complètement; par conséquent, ce n'est pas à discuter des augmentations de salaires que les travailleurs doivent perdre leur temps, mais à changer l'ordre social lui-même.

Les « Unions » anglaises nous montrent ce que peuvent faire l'esprit de suite et de solidarité, quelle force redoutable peuvent devenir les forces isolées et impuissantes. Empruntons à nos camarades anglais leur ténacité, leur esprit de cohésion, mais non leur étroit égoïsme qui leur fait faire la guerre entre eux pour obtenir de minces avantages de leurs exploiters.

Fortifions-nous bien en cette idée que l'émancipation des travailleurs ne peut s'opérer que par tous et pour tous, et non pour de simples groupes.

Qu'aucun d'un groupe parviendrait à s'émanciper, ce n'est qu'en devenant exploitateur à son tour, et en s'alliant aux privilégiés de la veille. La société doit être transformée de fond en comble, la propriété individuelle ou étatique abolie; si, en passant, les hommes peuvent obtenir une concession allégeant leur sort présent, qu'ils la prennent, cela est de bonne guerre, mais sans abandonner d'un seul instant la poursuite de la réalisation de leur idéal. Ce n'est, du reste, qu'en demandant beaucoup que l'on obtient un peu.

J. GRAVE.

(1) *Blackleg* — littéralement : jambe noire — est un terme de mépris servant à désigner les ouvriers embauchés pour remplacer les grévistes; c'est la plus grande injure à faire à un ouvrier anglais que de l'appeler *blackleg*.